

25 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM.François Hollande, Président de la République, et Borut Pahor, président de la République slovène, sur les relations entre l'Union européenne et les pays des Balkans occidentaux, à Ljubljana le 25 juillet 2013.

M. Borut PAHOR « Mesdames et Messieurs, aujourd'hui, il y a tout simplement quelques minutes, les dirigeants du processus de Brdo ont adopté des conclusions dont vous allez recevoir d'ici peu une copie.

Dans ce document, vous trouverez des réponses à un certain nombre de questions, des questions que nous avons entendues et qui sont d'un intérêt tout particulier pour l'élevement d'aujourd'hui, et également pour nos travaux à l'avenir.

Permettez-moi tout d'abord, avant même de résumer ces conclusions, de faire part de notre gratitude à Monsieur le Président HOLLANDE, dans la mesure où il a été notre premier invité de haut niveau. Ce processus de Brdo va se poursuivre. Notre prochaine réunion se tiendra en Croatie, nous en sommes convenus.

J'aimerais donc remercier le Président HOLLANDE d'avoir accepté notre invitation et d'avoir participé à cette réunion de grande importance du processus de Brdo.

Il nous a fait part de son point de vue sur le processus d'élargissement. Bien sûr, c'est le point de vue de la République française et, dans la mesure du possible, il nous a également fait part du point de vue de l'Union européenne.

Avant de donner la parole à nos invités, permettez-moi de vous faire part de ma satisfaction au nom de la Présidence croate et de notre Présidence qui ont préparé cette réunion. J'aimerais vous faire part également de la satisfaction de tous ceux qui ont répondu à notre invitation. Sur la base des échanges de tous les dirigeants, il est clair que le processus de Brdo présente une grande opportunité et en particulier ces réunions informelles entre dirigeants.

Les pays ont des statuts différents. La Slovaquie est membre de l'Union européenne, de Schengen, de l'OTAN. Il y a d'autres pays, en revanche qui ne bénéficient d'aucun de ces statuts et qui, pour autant, vivent ensemble. Nous vivons ensemble dans une zone relativement petite au sein de ce vieux continent que l'Europe. Pour des raisons historiques il y a toujours eu cette zone de prospérité, de stabilité et nous avons toujours représenté une opportunité, le principal but du processus de Brdo est celui-ci d'ailleurs.

Compte-tenu de ces points communs, de ces chemins communs, avec l'Union européenne, nous voulons saisir les opportunités qu'offre cette région du continent européen.

Ceci demande que nous gardions à l'esprit que le processus d'élargissement de l'Union européenne est un processus qui ne sera peut-être pas aussi rapide que le souhaiteraient tous les pays qui souhaitent rejoindre l'Union.

Néanmoins, dans l'intervalle, il nous faut résoudre les autres questions qui demeurent et qui sont le résultat qui émerge des ruines de l'ancienne Yougoslavie. Nous avons également l'Albanie ici présente. Nous avons opté pour la réconciliation et résolu les questions politiques afin de ne pas nous retrouver dans des situations inacceptables.

Mesdames et Messieurs, il peut toujours y avoir un risque si les questions bilatérales ne sont pas résolues. Je prends l'exemple de la Slovaquie et de la Croatie et la question des frontières

maritimes. A différents égards, notre région peut être un symbole de peur et non pas d'opportunités. Il nous appartient d'inverser cette tendance. En effet, ici il y a des pays qui ont des intérêts vitaux et qui peuvent garantir la paix et la prospérité des peuples. Plus nous contribuerons à résoudre ces problèmes, plus nous pourrions facilement intégrer l'Union européenne.

C'est l'essentiel de ce processus de Brdo aujourd'hui, nous en avons déjà parlé avec le Président français, vous allez pouvoir l'entendre. Monsieur le Président, je vous laisse la parole. »

LE PRESIDENT : « Monsieur le Président, je voulais une nouvelle fois vous remercier pour l'invitation, que vous avez faite à la France, de venir ici pour cette réunion. J'associe le Président croate que j'ai reçu le 14 juillet et qui est aussi partie prenante de ce processus.

C'est un honneur pour la France que d'être présente à cette réunion des Balkans. La France est liée à votre grande région par notre histoire, par nos liens politiques, par les relations culturelles, linguistiques la francophonie y a sa place et également par des relations économiques.

Je mesure ce que représente l'initiative que vous prenez parce qu'elle est un message d'espoir pour les peuples des Balkans qui ont vécu sur leur sol une tragédie que vous êtes en train de dépasser.

Tout n'est pas encore réglé dans cette région et il y a encore des sujets qui appellent notre vigilance et notre préoccupation. Mais ce que je suis venu dire aux pays représentés, aux huit chefs d'Etat, c'est que la France est à leurs côtés pour poursuivre l'intégration des Balkans dans l'Union européenne. Je viens dans un contexte, vous l'avez rappelé Monsieur le Président, où la Croatie vient d'adhérer à l'Union, rejoignant ainsi la Slovénie, qui elle-même est membre de la zone euro, et à un moment où Belgrade et Pristina ont scellé un accord historique grâce à l'initiative de l'Europe.

Je suis venu réaffirmer la perspective européenne des Balkans, je le fais avec la continuité de l'engagement de la France. En effet, c'est pendant la Présidence française, en 2000 à Zagreb, que cette perspective avait été fixée, que cette volonté avait été affirmée. Plus d'une décennie après, la France est toujours là à vos côtés pour rappeler cette perspective.

Certes, il y a des conditions pour que des pays qui sont candidats ou qui ont été admis dans la négociation, puissent voir le processus aboutir.

La première de ces conditions, et cela c'est chaque pays qui doit la remplir, c'est de mettre en œuvre des réformes, des réformes économiques, comme tout pays qui a vocation à rentrer dans l'Union européenne. Mais également des réformes politiques, des réformes institutionnelles, des réformes qui portent sur l'Etat de droit.

La seconde condition, et c'est toute la région qui doit la remplir, c'est la réconciliation, c'est la coopération régionale. C'est ce que vous engagez à travers ce processus. Parce que si les contentieux ne sont pas réglés, si la stabilité n'est pas trouvée, si la sécurité n'est pas assurée, il ne peut alors pas y avoir d'intégration dans l'Europe. L'Europe peut aider, l'Europe peut accompagner mais l'Europe ne peut pas se substituer aux Etats pour les choix qui les concernent d'abord.

Pourquoi suis-je aussi attaché à cette perspective européenne ? Parce que construire l'Europe, dès lors que nous avons accepté qu'elle soit à l'échelle du continent, construire l'Europe sans les Balkans, c'est d'une certaine façon occulter ce qui a été la réalité de l'Europe et notamment dans sa phase tragique. Je rappelais que nous allions célébrer l'année prochaine, en France, le centenaire de la Première Guerre mondiale, qui a été déclenchée dans les Balkans à Sarajevo. La dernière guerre qui se soit produite sur le sol européen, c'est également dans les Balkans.

Il n'y aura l'Europe de la paix, l'Europe de la réconciliation que si nous sommes capables, vous et nous, de faire en sorte que les Balkans soient parties prenantes de l'Europe. Il y a des efforts à faire, il y a des conditions à remplir mais il y a des exemples : la Slovénie, la Croatie l'ont démontré. A partir de là, la France sera aux côtés des pays ici représentés pour, notamment au Conseil européen, faire valoir la nécessité de ce processus, de cette perspective et de favoriser à travers ses propres médiations la réconciliation indispensables dans les Balkans.

Tel est le sens de ma présence et je vous renouvelle ici ma gratitude d'avoir compris que la France

était ici votre amie.

M. Borut PAHOR : « Le Président et moi-même avons accepté de prendre un certain nombre de questions si vous souhaitez posez des questions suite à cette réunion informelle des dirigeants du processus de Brdo. Qui souhaite commencez ? »

QUESTION : « Monsieur le Président HOLLANDE, quelle est l'importance pour l'Union européenne du rôle de la Slovénie en tant que pont entre l'Union européenne et les Balkans occidentaux ? Et qu'attendez-vous précisément de la Slovénie dans ce contexte particulier ? »

LE PRESIDENT : « La Slovénie est d'une certaine façon une référence puisque ce pays a été capable très rapidement d'adhérer à l'Union européenne et d'être partie prenante de la zone euro. La Slovénie aurait pu être un pays à part dans les Balkans et elle a choisi de faire en sorte d'accompagner des pays voisins pour qu'ils puissent trouver leur place dans l'Union européenne. Je souhaite donc que ce rôle-là soit encore davantage reconnu et renforcé. J'aurai cet après-midi des relations avec les autorités slovènes. Le Président, nous l'avons déjà marqué à travers un premier entretien, mais également avec la Première ministre et avec le Président de l'Assemblée pour bien montrer le rôle que peut jouer la Slovénie et la relation particulière qui peut être celle entre la France et la Slovénie.

Je m'honore aussi d'être le premier chef de l'Etat français à venir en Slovénie depuis l'indépendance. C'est aussi une forme de reconnaissance de l'influence de la Slovénie en Europe et dans les Balkans. »

QUESTION : « Une question, Monsieur le Président de la République, un peu en marge du sommet mais je pense que vous la comprendrez. Quel est votre sentiment, quelques jours après Brétigny, face à la catastrophe ferroviaire qui a eu lieu en Espagne et est-ce que vous avez pu joindre Mariano RAJOY ? »

LE PRESIDENT : « J'ai appris cette nuit cette terrible catastrophe qui en rappelle une autre celle de Brétigny mais qui a une dimension, hélas, encore plus tragique avec un nombre de victimes très élevé et de nombreux blessés. J'ai joint Mariano RAJOY, je ne l'ai pas encore eu personnellement, il était sur les lieux mêmes de la catastrophe. J'ai adressé au peuple espagnol la solidarité du peuple français et exprimé aux familles également toute notre compassion. Il faudra ensuite tirer toutes les conclusions, là encore, sur les causes mêmes de cette catastrophe et sur les choix que nous avons à faire en matière de transport. »

M. Borut PAHOR : « Voilà qui nous amène à la fin de cette conférence si vous souhaitez poser des questions. Au nom des hôtes, permettez-moi de vous remercier d'avoir été présents. Permettez-moi également au nom de tous ceux qui étaient présents ici de dire à quel point, suivant cette catastrophe, nous sommes de tout cœur aux côtés des familles des victimes de cette catastrophe ferroviaire en Espagne. J'espère sincèrement qu'ensemble nous pourrions tout mettre en œuvre pour surmonter cette douleur qu'ont les familles suite à cette tragédie. »

QUESTION : « La Macédoine a demandé une assistance pour régler la question du nom au cours de cette réunion, comme cela a été un petit peu le cas entre Pritina et Belgrade ou bien entre Ljubljana et Zagreb. Est-ce que vous êtes prêt à porter votre appui pour régler ce différend ? Et puis vous avez également évoqué le sommet européen du mois de décembre, ma question est la suivante : que peut attendre la Macédoine du sommet de décembre s'agissant de cette question ? Puisque au mois de juin, il n'a même pas été question du nom où le statu quo demeure. »

LE PRESIDENT : « Au mois de juin, c'était essentiellement la Serbie qui était concernée, d'autant que ce jour-là nous avons félicité le Premier ministre de Croatie, présent au Conseil européen, pour le succès du processus d'adhésion. Sur l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, j'ai rappelé que la France était disposée à chercher, par la qualité des relations que nous pouvons avoir avec la Grèce, une solution. Il est vrai que la question du nom bloque, pour l'instant, le processus et que nous ne pouvons pas en rester là. La France est donc prête à jouer, là aussi, son rôle pour favoriser une bonne compréhension de ce sujet qui maintenant si je puis dire complique le processus depuis trop longtemps. »

QUESTION : « Une question pour vous d'abord Monsieur le Président. Je voudrais revenir sur le sens de votre présence ici aujourd'hui. Que pouvez-vous apporter aux pays des Balkans ? Quest-ce que la France peut apporter et que pouvez-vous en retirer en échange ? »

que la France peut apporter et que pouvez-vous en retirer en échange : »

Une question pour vous également Monsieur le Président. Pourquoi avoir invité le Président français et non pas des représentants de l'Union européenne ou de l'Allemagne par exemple ? Et qu'attendez-vous très concrètement de la France aujourd'hui ? Je vous remercie. »

LE PRESIDENT : « J'ai rappelé les relations historiques que la France a dans les Balkans. J'ai aussi rappelé l'engagement de la France pour ouvrir la perspective européenne pour les pays des Balkans. J'ai enfin conscience qu'il n'y a d'Europe que si nous achevons le processus, ici dans les Balkans, pour les raisons historiques que j'ai rappelées, tragiques même.

Il y a ce que la France peut apporter, c'est-à-dire comme l'un des principaux pays fondateurs de l'Europe. Ce que nous pouvons apporter car nous pouvons parler à tous malgré les blessures de l'histoire. Nous avons de bonnes relations avec tous les pays des Balkans. Nous sommes reconnus, regardés comme pouvant jouer un rôle.

On parlait tout à l'heure de ce problème du nom qui empêche l'Ancienne République yougoslave de Macédoine de pouvoir trouver sa place. Nous avons joué un rôle éminent. Souvenez-vous, ce n'est pas si loin par rapport à la Bosnie-Herzégovine ou par rapport au Kosovo.

Vous demandez ce que nous pouvons en tirer en retour. Mais rien. Si ce n'est la volonté que la stabilité, la paix puissent être la condition de vie des habitants de cette région. Est-ce que je souhaite qu'il y ait davantage d'investissements d'entreprises françaises dans les Balkans ? Oui. Davantage d'échanges économiques ? Sûrement. Et il y a à l'évidence une présence insuffisante de la France sur le plan économique dans cette région. Nous allons veiller à ce qu'il en soit différemment pour l'avenir.

Mais d'abord, c'est notre rôle politique qui est reconnu. Nous ne cherchons pas à en avoir le monopole et il y aura, à l'évidence, d'autres chefs d'Etat qui viendront pour d'autres réunions dans le cadre de ce processus. Mais que la France ait été invitée prouve bien que nous pouvons être utiles et aux Balkans, et à l'Europe ».

M. Borut PAHOR : « En préparation à la réunion d'aujourd'hui, nous étions convenu d'un accord entre les dirigeants et nous nous étions également mis d'accord avec les dirigeants de l'Union européenne et avec la haute représentante de l'Union européenne et nous étions convenu d'accorder la plus haute importance à ces réunions informelles au plus haut niveau, telle que celle qui était prévue en Croatie. Et nous étions convenus de dire que lors de chaque réunion, j'inviterai un dirigeant d'un Etat membre de l'Union européenne ou bien un haut représentant des institutions de l'Union européenne. Par conséquent, je peux vous confirmer qu'un accord formel a été obtenu sur le nom du prochain hôte de notre sommet informel, à savoir M. Martin SCHULTZ, Président du Parlement européen.

Nous estimons en effet que recevoir des hôtes importants qui pourront être à l'écoute des observations, des commentaires, des questions permettra de renforcer la coopération et cela permettra de mettre en place des conditions qui donneront aux dirigeants de la région ainsi qu'aux dirigeants de l'Union européenne la possibilité de préparer le terrain. Il s'agira en effet de voir quels sont les progrès réalisés dans la région des pays des Balkans occidentaux, une région qui n'est souvent pas perçue comme une région stable, mais comme une région difficile. Or, nous pouvons trouver une solution, nous pouvons parvenir à des accords avec notamment l'appui de l'Union européenne. Et c'est précisément notre objectif dans le cadre de cette réunion informelle. Par conséquent, je me félicite de constater que nous soyons parvenus à mettre en place une infrastructure, un véhicule de dialogue politique qui aura un rôle extrêmement important dans les mois à venir. Cela, j'en ai l'intime conviction ».

QUESTION : « Monsieur HOLLANDE, j'ai une question pour vous. Etes-vous inquiet que la Slovénie puisse être le prochain pays à avoir besoin d'une aide financière compte tenu des difficultés qu'elle rencontre et si cela se produisait, quel message pour les pays ici présents et le reste du monde.

Deuxième question : Insisterez-vous pour le retard de l'âge de départ à la retraite. En France, ce sont deux questions qui s'adressent au Président HOLLANDE ».

LE PRESIDENT : « Je ne pensais pas être interrogé sur l'âge de la retraite en France en venant ici en Slovénie. Mais cela sera un sujet de la rentrée puisque nous avons des réformes à faire en

France comme dans tous les pays européens pour réduire nos déficits, être plus compétitifs et garder un principe de solidarité.

Mais sur la situation de la Slovénie, nous avons eu l'occasion, lors de la visite du Président slovène à Paris, d'en parler. Nous avons confiance dans le système bancaire slovène. Il a, comme dans beaucoup de pays européens, démontré sa fiabilité mais il n'y a pas, ici, d'alarme à prononcer et je ne suis pas informé d'une demande d'aide financière venant de la Slovénie à l'Europe. Il y a des efforts qui sont engagés par le Gouvernement slovène que je regarde et qui me permettent d'avoir, je vous l'ai dit, confiance.

Sur la situation économique de l'Europe, je vais être interrogé par les chefs d'Etat à l'occasion du déjeuner. Parce que c'est ce que l'on dit : il faut ouvrir une perspective européenne. Mais faudrait-il encore que l'Europe soit un espoir et non pas une crainte, que l'Europe soit regardée comme une façon de trouver de la croissance, de l'emploi et pas simplement des mesures restrictives, même si les disciplines sont nécessaires. J'avais, il y a quelques semaines, même mois, dit que nous étions sortis, pour l'essentiel, de la crise de la zone euro. C'est le cas, même si il peut y avoir des problèmes politiques dans tel ou tel pays qui parfois fait ressurgir un certain nombre de craintes. Je constate que, sur les marchés, aujourd'hui, il n'y a plus de doute sur l'appartenance des pays qui sont aujourd'hui membres de la zone euro quant à leur avenir dans cette zone. Maintenant, l'enjeu, c'est de sortir de la récession et il y a des indices, qui d'ailleurs sont publiés ces derniers jours, qui laissent penser que, effectivement, il y a une sortie de la récession qui est maintenant en vue. Ce que nous devons faire, c'est soutenir cette dynamique qui est encore très fragile, ce rétablissement des comptes, des disciplines pour offrir une perspective de croissance. C'est le message que je porte au niveau européen. Nous devons assouplir un certain nombre de règles, mettre de la croissance, concevoir des politiques plus structurelles, de long terme, pour l'industrie, pour l'énergie. Et ainsi, permettre que les pays qui sont déjà membres de l'Union européenne puissent être consolidés, confortés, et que les pays qui ne sont pas encore membres puissent regarder l'Europe comme un espoir ».

M. Borut PAHOR : « Dans la mesure où vous ne participerez pas à toutes les autres réunions, permettez-moi peut-être de vous donner une idée du point de vue slovène de cette question. En effet, la Slovénie tend à résoudre cette crise par ses propres moyens, c'est-à-dire elle ne fera pas appel à l'aide extérieure. D'abord, il faut savoir que la Slovénie a déjà mis en œuvre, avec succès, des règles relatives aux marchés financiers. D'ici à la fin du mois de mai, la Commission européenne a procédé à une évaluation du programme de stabilité et indiqué que ce programme allait dans le bon sens pour la Slovénie et sera à même de résoudre les difficultés. J'ai l'intime conviction que la partie la plus importante du processus de assainissement économique est le rétablissement d'un secteur bancaire, la situation est loin d'être aussi désastreuse que la situation à Chypre. Il s'agit en effet pour nous de veiller à ce que nous ayons suffisamment de liquidités pour pouvoir garantir une situation budgétaire telle qu'elle est requise et c'est la raison pour laquelle nous avons préparé ce programme de privatisation.

Mais, une fois de plus, permettez-moi de revenir sur la raison pour laquelle nous avons choisi le Président HOLLANDE comme notre premier hôte ici, au processus de Brdo. Très franchement, je ne m'y attendais pas beaucoup. Cela a été une excellente surprise pour moi lorsque, lors de ma visite à Paris, alors que j'évoquais différentes questions, j'ai indiqué que je souhaitais mettre en place un mécanisme souple et agile. Et j'ai été surpris, agréablement surpris, de constater que cela suscitait l'intérêt du Président français. Sur le champ, le Président français a fait part de sa volonté de participer à la réunion ce jour. Pour nous, c'est vraiment un message d'encouragement pour l'avenir ».

QUESTION : « Monsieur le Président, la politique étrangère française n'a pas été particulièrement active dans la région de l'ex-Yougoslavie. Est-ce que votre visite signifie que la France veut maintenant jouer un rôle plus actif dans la région de l'ex-Yougoslavie ? »

LE PRESIDENT : « Oui. Si vous voulez me faire dire que nous n'avons pas été assez présents, nous l'avons été. Je rappelle que lorsqu'il y a eu la crise en Bosnie-Herzégovine, des soldats français sont venus. Nous avons déploré 84 morts. Nous avons joué notre rôle au Kosovo. Mais,

au-delà du règlement de ces conflits, c'est vrai que la diplomatie française n'a pas été aussi présente qu'il aurait été nécessaire. A travers cette invitation, à travers cette volonté que j'ai rappelée, à travers l'influence que la France peut jouer pour régler un certain nombre de différends et pour favoriser la perspective européenne, la France sera davantage active dans la région des Balkans durant les prochains mois et les prochaines années. Moi-même, j'aurai l'occasion de le démontrer ».

M. Borut PAHOR : « Nous savons que le déjeuner fait pleinement partie de cet événement informel. En conséquence, j'aimerais que nous poursuivions nos travaux et que nous mettions un terme à cette conférence de presse et je vous remercie de votre attention ».